

Commerce et investissement

- En 1999, le commerce bilatéral entre le Canada et le Guatemala s'est chiffré à environ 289 millions de dollars. Les principales exportations canadiennes vers le Guatemala, totalisant 167 millions de dollars, se composaient de produits des pâtes et papiers, dont du papier journal, de blé et de blé dur, d'engrais et de matériel téléphonique. Du Guatemala, le Canada a importé du café, des fleurs coupées et des produits agricoles, notamment des graines de sésame, des fruits et des légumes, pour un montant total de 122 millions de dollars.
- Le Canada et le Guatemala ont négocié un accord de protection des investissements étrangers, qui n'a cependant pas encore été signé. La Société pour l'expansion des exportations offre un programme de financement et d'assurances pour le Guatemala.
- Le Guatemala présente d'excellentes possibilités pour les entreprises canadiennes. Les meilleurs débouchés potentiels pour les exportateurs canadiens sont dans les secteurs suivants : machines agricoles et industrielles, transformation des produits alimentaires, électronique, télécommunications, services d'expert-conseil, production d'énergie, matériel hospitalier et médical, et produits du papier.
- Les investissements directs du Canada au Guatemala sont actuellement de 5 millions de dollars; cela pourrait changer par suite de l'adoption en 1998 de la nouvelle loi guatémaltèque sur l'investissement étranger.

Coopération au développement

- L'Agence canadienne de développement international (ACDI) mène au Guatemala des initiatives qui appuient les objectifs du Canada en matière d'aide au développement : atténuation de la pauvreté, amélioration de l'égalité et renforcement de la démocratie.
- Le Projet de développement local a pour objectif de réduire la pauvreté par le renforcement des coopératives et associations agricoles et forestières. Cette initiative de 20,5 millions de dollars est mise en œuvre par la Société de coopération pour le développement international.
- Le Fonds pour le développement démocratique favorise le développement de la démocratie et les initiatives en faveur des droits de la personne au niveau local, afin de soutenir le processus de paix. La contribution du Canada, qui est de 9 millions de dollars, est gérée par le Centre des études sur la coopération internationale.